

# Brexit : L'Europe au défi de se refonder

Yves Dimicoli

**Le 23 juin dernier, les Britanniques se sont prononcés majoritairement par référendum (51,9 % pour et 72 % de participation) pour un Brexit, abréviation de l'expression « British exit » évoquant l'hypothèse d'une sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne. Coup de tonnerre dans un ciel déjà bien sombre, l'événement annonce une intensification de la guerre mondiale des capitaux financiers et du dollar contre les peuples. Il met l'Europe au défi d'une refondation.**

**D** Cameron avait promis ce référendum avec deux grandes idées en tête.

Il s'agissait, d'abord, de manipuler les électeurs pour se faire réélire, alors même que l'économie britannique terminait un cycle de reprise au cours duquel précarité et pauvreté avaient atteint de nouveaux records au profit de la City de Londres. Il s'agissait, inséparablement, par la menace agitée sans y croire d'un succès du « leave », d'arracher aux dirigeants européens de nouvelles concessions ultralibérales, sachant pouvoir compter sur les dirigeants de l'Allemagne, des Pays-Bas et de certains PECO qui partagent la même philosophie économique que les conservateurs britanniques.

D. Cameron avait obtenu de limiter les aides sociales pour les nouveaux migrants issus de l'Union européenne. Il avait aussi fait admettre une formulation vague pouvant laisser entendre – c'était son interprétation – que, toute différence de traitement reposant sur la monnaie étant désormais exclue, l'euro n'avait plus à être considéré comme la monnaie unique de l'Union. De même, le « statut spécial » du Royaume-Uni devait lui permettre, lors d'une prochaine modification des traités, d'être dispensé de l'obligation de former avec les autres pays membres une « union sans cesse plus étroite », préconisation inscrite dans les traités depuis 1957.

Le résultat inattendu du référendum a sanctionné une campagne où la protestation sociale et le désespoir des couches populaires ont été instrumentalisés par des démagogues de tous poils pour faire des étrangers et de l'Europe le grand bouc émissaire de toutes les difficultés.

Aucun dirigeant n'avait, semble-t-il, envisagé la victoire du « leave », à commencer par D. Cameron lui-même ou par des politiciens populistes pro-Brexit

comme B. Johnson, ce qui en dit long sur leur irresponsabilité.

Et maintenant? Il faut que le gouvernement britannique notifie son intention de quitter l'Union au Conseil européen pour que soient déclenchées des négociations avec une date butoir fixée à deux ans, après quoi les règlements européens devraient cesser automatiquement de s'appliquer. Jusqu'à cette date, le Royaume-Uni reste soumis à la législation de l'Union<sup>1</sup>.

## Chocs sociaux et guerre économique accrus

Une longue bataille s'annonce difficile et à l'issue très incertaine, dans un contexte européen et mondial où tendent désormais à prédominer les symptômes d'une fin de phase marquée par l'échec des tentatives de réponses capitalistes à la crise financière de 2007-2009 et la perspective d'un nouveau choc plus brutal encore.

En effet, un puissant antagonisme s'est développé entre la recherche effrénée, pour la compétitivité et la rentabilité, de gains de productivité par le recours aux technologies de la révolution informationnelle, dans le but primordial de diminuer l'emploi et son coût salarial, d'un côté, et, de l'autre, la contraction, de ce fait-même, des débouchés solvables nécessaires pour absorber les productions supplémentaires engendrées. Cet antagonisme qui sape la demande, exacerbe la concurrence et accélère la fuite en avant dans la croissance financière des capitaux, est porté à l'incandescence en Europe du fait des politiques d'austérité.

Et si un krach généralisé ne s'est encore pas produit, cela tient à l'injection permanente d'énormes liquidités dans le système financier mondial par les banques centrales qui permettent ainsi la poursuite et l'amplification des comportements qui ont conduit au choc de 2007-2008, alors qu'il faudrait rompre pour de nouveaux choix.

C'est donc sur un fond de guerre concurrentielle et de risque financier systémique accrus que vont se dérouler les négociations du Brexit, alors même que les liens entre le Royaume-Uni et l'Union européenne sont considérables et que les législations britanniques liées à cette dernière sont extrêmement étendues.

Deux options sont ouvertes.

La première consisterait en une adhésion du Royaume-Uni à l'Espace économique européen

1. L'article 50 du traité sur l'Union européenne (TUE) prévoit l'hypothèse de sortie d'un État membre de l'Union. Il doit notifier sa décision en Conseil européen. L'Union négocie alors avec cet État un accord fixant les modalités de son retrait. Cet accord est ensuite conclu par le Conseil européen à la majorité qualifiée après approbation du Parlement européen.

2. L'EEE, comme la Communauté européenne, est fondé sur « les quatre libertés » de circulation (marchandises, services, capitaux, personnes). En contrepartie les trois membres de l'AELE qui en font partie (Irlande, Liechtenstein, Norvège) doivent adopter une partie des lois de l'Union européenne pour pouvoir participer au libre échange avec elle. Ils échappent aux contraintes financières associées à l'adhésion à l'Union, même s'ils versent au marché commun européen une contribution très inférieure à celles des pays membres de l'Union.

3. Quand le PMI est supérieur à 50, l'activité progresse. Quand il est sous les 50, elle se replie.

4. Il permet à tout établissement bancaire ou financier, comme une société de gestion, d'exercer ses activités dans toute l'Union européenne pour peu qu'il ait obtenu un agrément émanant de son pays d'origine, lequel doit être membre de l'Union. À cet égard, la Suisse n'en dispose pas.

(EEE) qui rassemble les 28 États membres de l'Union européenne et trois des quatre membres de l'Association européenne de libre échange (AELE)<sup>2</sup>. Mais, dans ce cas, le Royaume-Uni serait contraint d'accepter la « libre circulation des personnes » dans l'Union européenne, en contradiction frontale avec les promesses du Brexit.

La seconde option rendrait nécessaire l'établissement de nouvelles relations commerciales avec l'Union européenne et avec chacun de ses États membres. Elle nécessiterait aussi de nouveaux accords commerciaux avec plus de 50 pays non membres de l'Union avec lesquels le Royaume-Uni traite aujourd'hui sur la base de conventions initiées par Bruxelles.

C'est dire si la période qui s'ouvre s'annonce incertaine et va faire saillir des enjeux existentiels pour l'Union européenne.

Quelles conséquences sont attendues pour les Britanniques ?

L'impact devrait être sensible surtout à partir de 2017. Le FMI vient d'abaisser ses prévisions de 0,9 point : la croissance de l'économie britannique ne serait plus que de 1,3 % en 2017. La Banque centrale d'Angleterre (BoE) prévoit, elle, une « croissance nettement plus faible » : 0,8 % en 2017, contre 2,3 % attendus précédemment.

La Livre sterling a perdu de 10 à 15 % de sa valeur face à l'euro et au dollar depuis le référendum, accentuant brutalement une tendance perceptible depuis fin novembre 2015.

Cela va certes accroître la compétitivité-prix des exportations industrielles et agro-alimentaires du Royaume-Uni, mais la hausse des prix des importations va creuser le déficit des échanges courants qui est déjà de l'ordre de 4,5 % du PIB.

L'inflation importée va diluer le pouvoir d'achat des salariés et retraités britanniques au cours des prochains mois, alors que les salaires réels et les allocations sont déjà bien faibles.

Cela devrait finir par freiner la consommation, dernier moteur de la croissance outre-Manche où, désormais, certains évoquent un risque de récession. Et compte tenu du ralentissement attendu de l'activité et de l'incertitude qui pèse sur le devenir des relations commerciales du royaume, l'investissement réel pourrait se figer.

Pourtant, les ventes au détail ont connu en juillet une hausse supérieure aux attentes et le nombre de demandeurs d'emploi a même connu un recul inattendu le mois dernier. Mais comme le souligne A. Brigden, économiste en chef chez Fathom Consulting, « les chiffres des ventes au détail ne nous disent rien au sujet de la santé de l'économie britannique après le vote du Brexit ». Par contre, les prix à la production, qui ont enregistré en juillet leur plus forte hausse depuis plus de deux ans, peuvent suggérer une détérioration de la conjoncture.

Surtout, le cabinet Markit a publié, fin juillet, son indice avancé des directeurs d'achat PMI composite : il aurait atteint son plus bas niveau depuis avril 2009 à 47,7 points après 52,4 en juin<sup>3</sup>.

Tout le monde anticipe, outre-Manche, une détérioration du marché de l'immobilier, si inflationniste dans le Grand Londres et dans le Sud-Est de

**De fait, le gouvernement May annonce, y compris dans sa composition, une montée beaucoup plus massive et ouverte de l'État britannique au front de la guerre économique européenne et mondiale. Et pour tenter de mobiliser pour une union sacrée les populations divisées et inquiètes.**

l'Angleterre. Selon une enquête RCIS (association du secteur immobilier) le nombre de maisons mises en vente en juillet aurait reculé de 34 % sur juillet 2015 et les prix des bureaux dans la City auraient dévissé de 6 %.

Dès le 13 juillet, les conservateurs britanniques font remplacer D.Cameron, démissionnaire, par Thérèse May au « 10 Downing Street ». Celle-ci s'engage solennellement à tenir les promesses du Brexit, mais sans se précipiter et en donnant le sentiment de vouloir jouer au maximum sur les divisions intra-européennes.

Dès la fin de juillet, en marge de la réunion ministérielle du G-20 à Pékin préparant le sommet de Hangzhou des 4 et 5 septembre prochains, P. Hammond, nouveau ministre de l'Économie, a déclaré que le Brexit pourrait « jeter une ombre » sur l'économie mondiale pendant au moins deux ans et que l'ensemble du dossier ne pourra pas être conclu avant 2022.

De son côté, le *Sunday Times*, proche des milieux d'affaires, a annoncé le 14 août, sans être démenti, que Th. May envisagerait d'enclencher l'article 50 du TUE vers la fin 2017 seulement, ce qui repousserait le départ effectif de l'Union vers la fin 2019.

Certes, l'état d'impréparation expliquerait ce choix de la lenteur alors que la contradiction à affronter est considérable : conserver l'accès au marché unique européen pour les biens, services et capitaux tout en limitant la circulation des citoyens européens, en contradiction avec « la quatrième liberté » du marché unique, comme promis par les « brexiteurs ».

Il s'agit aussi de ne pas précipiter la City de Londres dans de trop grandes difficultés, alors même qu'y siège, pour l'heure, l'Autorité bancaire européenne. Les banques britanniques pourraient en effet ne plus disposer du passeport financier<sup>4</sup> leur permettant de vendre leurs services dans le bloc des 28, de même que les nombreuses banques américaines, ou filiales bancaires et sociétés de gestion européennes qui ont centralisé leurs activités à Londres. Et ceci sans parler des conditions d'accès à la liquidité de la BCE.

Car toutes les places financières continentales rêvent de se partager les éventuelles dépouilles de la City après le Brexit en misant sur la relocalisation escomptée de nombre d'institutions aujourd'hui domiciliées à Londres. Et déjà chacun rivalise d'imagination sur les avantages fiscaux et sociaux à consentir pour les attirer.

En France, où la loi Travail, après la loi Macron, a été imposée par le 49-3, V. Pécresse, présidente (LR) de la région Île-de-France et E. Macron, ministre de l'Économie du gouvernement socialiste, ont tenu ce registre. Et Terra Nova, le laboratoire d'idées du PS, a même proposé d'examiner la proposition d'une « zone franche fiscale pour tout investissement de "rapatriement au sein de la zone euro" issu du Grand Londres dans le Grand Paris pour une durée de 18 à 24 mois »<sup>5</sup>.

Et puis, il y a les calendriers électoraux et les incertitudes politiques en Allemagne comme en France. Face à ces risques et face à l'énorme désaveu populaire des stratégies suivies depuis M<sup>me</sup> Thatcher que traduit, à sa façon, le résultat du 23 juin, tout instrumentalisé qu'il ait été contre l'idée même de construction européenne, l'équipe de Th. May cherche une nouvelle voie de défense et de promotion du capitalisme britannique si intimement allié au capitalisme américain.

### Du Thatcher en Theresa May

Il ne s'agirait pas d'une mise en cause du libéralisme auquel Th. May tient tout autant que M<sup>me</sup> Thatcher, mais, plutôt, de faire beaucoup plus intervenir l'État britannique pour « corriger les défaillances et distorsions » du marché, au lieu de le « laisser faire » au nom de sa prétendue autorégulation.

D'abord, la BoE a abaissé son taux directeur à 0,25 % contre 0,50 % antérieurement, niveau inchangé depuis 2009. Une nouvelle baisse pourrait intervenir fin 2016, mais le passage en territoire négatif est formellement exclu.

Elle a aussi accru de 70 milliards de livres (82 milliards d'euros) son programme de rachat d'obligations d'État (QE) sur les six prochains mois, pour le porter à 445 milliards de livres (521,3 milliards d'euros). Elle s'est aussi engagée à acheter jusqu'à 10 milliards de livres (11,7 milliards d'euros) d'obligations d'entreprises dans les 18 prochains mois. Surtout, elle a lancé un nouveau système pour fournir directement des fonds bon marché aux banques à hauteur de 100 milliards de livres.

Tout cela a eu pour effet immédiat d'accroître la dépréciation de la livre sterling sur les marchés de change sans que la BoE ne cherche à contrer, laissant ainsi s'accréditer l'idée que cet affaiblissement pourrait s'accompagner de nouvelles options de politique économique.

De fait, le gouvernement May annonce, y compris dans sa composition, une montée beaucoup plus massive et ouverte de l'État britannique au front de la guerre économique européenne et mondiale. Et pour tenter de mobiliser pour une union sacrée les populations divisées et inquiètes, notamment celles d'Écosse où le rêve d'indépendance part de plus belle et celles d'Irlande du Nord qui, toutes deux, se sont prononcées pour le « remain », elle n'a pas hésité à prétendre faire rimer nationalisme et justice sociale, politique industrielle de soutien massif aux profits et promotion des travailleurs sur tous les territoires.

Le 2 août, elle a lancé la création d'un comité gouvernemental, présidé par elle-même, chargé de concevoir et mettre en œuvre « une véritable stratégie

industrielle qui se concentre sur une amélioration de la productivité, qui récompense ceux qui travaillent dur par de plus hauts salaires, et crée plus d'opportunités pour que les jeunes gens, quel que soit le milieu dont ils sont issus, aillent aussi loin que là où leur talent les porte ». Elle a assuré vouloir promouvoir « une économie ouverte aux nouvelles industries [...] qui fonctionne pour tout le monde et fasse reculer "l'injustice brûlante" frappant les zones désindustrialisées et qui ont voté pour le Brexit »<sup>6</sup>. Le grand patronat industriel britannique a applaudi.

Cela rappelle les discours de N. Sarkozy en France de 2007 à 2012 sanctifiant la « valeur travail », scandant « travailler plus pour gagner plus », prenant parti pour « les gens qui se lèvent tôt », prétendant aller « chercher la croissance avec les dents », sans parler du lancement en grande pompe de ses « états généraux de l'industrie » en 2009. On sait ce qu'il en advint, l'ex-Président se couchant devant les injonctions de Merkel et de la BCE, attitude adoptée aussitôt par son successeur avec le même contenu anti-social de la politique économique.

Th. May intervient, elle, dans une situation imprévue qui peut déboucher sur du chaos, mais qui donne au Royaume-Uni le rôle de celui qui refuse de se résigner au verrouillage de l'État allemand, aux énormes excédents commerciaux de l'Allemagne (près de 250 milliards d'euros en 2015) si déflationnistes pour ses partenaires dominés de la zone euro, à la politique monétaire de la BCE. Et tout cela bien que Londres ait largement bénéficié, depuis son adhésion en 1973, des concessions ultra-libérales qui lui ont été consenties, avec la complicité intéressée de Berlin, par l'Union européenne qui s'est ainsi, elle-même, ultra-libéralisée.

Certes, chacun a pu relever que Londres, à partir des années 1980 surtout, a énormément contribué à la financiarisation de l'Europe en jouant au sein de l'Union un rôle de cheval de Troie pour les États-Unis.

Mais aujourd'hui, sous la férule de Berlin, le marché unique et la zone euro servent surtout de trépied à une nouvelle ambition mondiale de domination de l'Allemagne, en coopération et rivalité avec les États-Unis, mais aussi la Chine, au prix d'une langueur extrême de la croissance et de pressions déflationnistes dans l'Union accentuées par les politiques d'austérité.

Certes, le président Obama a fait irruption dans la campagne du Brexit pour soutenir vigoureusement le camp du « remain », continuant, sans doute, de considérer le Royaume-Uni plus utile dans les instances de l'Union qu'en dehors, et craignant surtout pour la stabilité financière mondiale. Cependant, dès après le 23 juin, il a confirmé le caractère « privilégié » de la relation au Royaume-Uni et l'importance accordée à une Union européenne « stable », formulation utilisée aussi par les dirigeants chinois.

Bref, une nouvelle donne se cherche et les tâtonnements s'annoncent difficiles au bord de ce qui pourrait devenir un gouffre dans lequel nul ne veut tomber. On peut, cependant, se demander si le Brexit n'est que le résultat aléatoire d'une tornade populiste ou si celle-ci, poussant le feu de la colère et des frustrations sur l'Union européenne, n'aurait pas

5. Bouzidi A. : « Après le Brexit : quel destin pour l'Union et pour Paris », Terra Nova, note du 1/07/2016, p.8.

6. On peut se reporter à « Full transcript : Theresa May's first speech as Britain's prime minister », *The Washington Post*, <<http://www.inf.org/external/np/pp/>>.

été plus ou moins instrumentalisée par des milieux capitalistes tentant de forcer la voie d'un autre cours de l'Europe et d'un autre rôle de la Grande-Bretagne. Après tout, le populiste de droite Boris Johnson, qui n'a pas hésité à faire campagne pour le Brexit la main dans la main avec le nationaliste fascisant Nigel Farage, ne se retrouve-t-il pas, aujourd'hui, secrétaire d'État des Affaires étrangères et du Commonwealth de sa gracieuse Majesté ?

### Du cheval de Troie à la tête de pont des États-Unis

Quelques faits retiennent l'attention de ce point de vue.

Comme l'a relevé le chef économiste du FMI, M. Obsfeld, en présentant mi-juillet une « mise à jour des perspectives économiques mondiales » faites en avril, le Brexit « vient tout bouleverser ».

La croissance du PIB mondiale ne serait plus que de 3,4 % en 2017, en baisse de 0,1 point sur la projection d'avril. Et cela en retenant l'hypothèse centrale « favorable » d'une réduction progressive des incertitudes jusqu'à un accord conclu entre Bruxelles et Londres. Mais deux scénarios alternatifs plus « dégradés » ont été aussi testés qui concluent à des effets beaucoup plus toxiques pour la zone euro que pour les États-Unis, avec, dans le pire des cas, des « effets notables » sur la Chine.

S'agissant des États-Unis, le FMI, dans le scénario « favorable » pour 2017, a maintenu sa projection de croissance d'avril (2,5 %). Par contre, il l'a diminuée de 0,2 point à 1,4 % seulement pour la zone euro.

C'est dire si, dans ce contexte, vont être importantes les différences propres à chaque pays et relatives entre taux d'intérêt et taux de croissance réels ; l'enjeu étant, face aux pressions déflationnistes mondiales, de pouvoir offrir des taux d'intérêt réels suffisamment attractifs face aux rivaux, mais inférieurs au taux de croissance réel du PIB.

Les États-Unis, de ce point de vue, cherchent à se construire des avantages compétitifs significatifs dans l'affrontement qui se prépare. Ils apparaissent, en effet, comme le grand bénéficiaire dans le monde des achats de titres de dette publique nationale par des non-résidents. En agrégeant les chiffres de la zone euro et du Japon, ce serait plus de 40 % des sommes dépensées par la BCE et la Banque du Japon pour leur propre programme d'assouplissement quantitatif (QE) qui auraient pris la direction de l'étranger, les États-Unis pour l'essentiel. C'est ainsi que la part des « Treasuries » achetée par les investisseurs européens (incluant les transactions depuis Londres) représenteraient 330 milliards de dollars, selon une estimation de J.P. Morgan à partir de chiffres du Trésor américain<sup>7</sup>.

Ce phénomène, résultant d'une fuite auto-entretenu des gestionnaires de portefeuilles vers la sécurité offerte par les dettes souveraines des pays dominants, tend à faire chuter les rendements de ces titres jusqu'en dessous de zéro, en particulier pour l'Allemagne. Il devrait s'accroître avec le plan de la BoE et les incertitudes engendrées par le Brexit. Il pourrait donc accroître l'enfermement de la zone euro dans les très bas taux d'intérêt qui, en l'espèce, expriment à la fois la force des tendances

déflationnistes à l'œuvre et les limites atteintes par la politique monétaire de la BCE.

Si cette situation devait perdurer, elle accentuerait la capacité d'attraction des placements financiers à risque... vers les moins risqués qui, compte tenu des différences de perspective de croissance entre les États-Unis et la zone euro, sont, en l'état, les actions des sociétés américaines.

Mais elle continuerait de détériorer d'autant plus la rentabilité des banques européennes (italiennes en particulier), contrairement aux banques américaines redressées, sans que, pour autant, les crédits qu'elles pourraient être incitées à octroyer, sans changement des critères, puissent contribuer à une reprise durable de la croissance et de l'emploi. Faute de demande, ils financeraient surtout placements financiers et délocalisations.

Au total, face aux nouvelles difficultés systémiques qui s'annoncent et aux bras de fer qui vont les accompagner, avec des risques considérables pour le dollar lui-même, tout cela ne conférerait-il pas un certain avantage aux États-Unis pour faire face ?

Le taux d'intérêt de la Réserve fédérale (FED) y a été prudemment relevé le 16 décembre 2015 de 0,25 % à 0,50 %, alors que la reprise conjoncturelle, encore soutenue, approche de son terme. Or, celui de la BCE a été abaissé à 0,05 % le 16 mars 2016, mais pour tenter d'exporter la déflation, sur fond de chômage massif, et d'entretenir, vaille que vaille, une reprise tardive et chétive que le Brexit risque de freiner. Tandis que le passage en terrain négatif du taux rémunérant les dépôts des banques ordinaires auprès de la BCE (- 0,40 %) pour, prétend-on, les inciter à prêter, contribuent surtout, dans ces conditions et sans sélectivité, à aggraver leur crise de rentabilité.

La comparaison est encore plus parlante s'agissant du Japon pour lequel le FMI escompte une croissance de -0,1 % en 2017.

Les rapports de change sont appelés à jouer un rôle beaucoup plus important avec, désormais, des risques de conflits plus ouverts sur les marchés de devises. Ainsi, la dépréciation de la Livre sterling fait remonter le taux de change de l'euro, et plus encore celui du yen. Or, les programmes d'assouplissement quantitatif (QE) engagés en zone euro et au Japon ont pour but, en particulier, de baisser le taux de change effectif de ces monnaies afin d'exporter leur

**On peut, cependant, se demander si le Brexit n'est que le résultat aléatoire d'une tornade populiste ou si celle-ci, poussant le feu de la colère et des frustrations sur l'Union européenne, n'aurait pas été plus ou moins instrumentalisée par des milieux capitalistes tentant de forcer la voie d'un autre cours de l'Europe et d'un autre rôle de la Grande-Bretagne.**

7. Les Échos,  
06/07/2016.

déflation. Cela va donc accentuer l'inefficacité des politiques monétaires concernées, pourtant au cœur des tentatives de réponse à la crise de 2007-2009, alors que les taux d'endettement public y sont importants et que les forces dirigeantes refusent d'engager des politiques de reflation favorables à l'emploi et au développement des capacités humaines pour, au contraire, soutenir les marchés financiers. D'un autre côté, la Chine voit, depuis le 23 juin, le yuan se déprécier par rapport au dollar, la Livre sterling étant amenée, désormais, à occuper une place autonome significative dans le panier monétaire servant de référence pour le pilotage de sa monnaie. Ce bol d'oxygène peut intéresser les exportateurs chinois en bute à une insuffisance de croissance de leurs débouchés mondiaux.

La situation pourrait devenir plus difficile pour les pays du Sud de la zone euro, France comprise, l'accentuation de la contrainte de change étouffant une demande d'autant plus insuffisante que le Brexit va freiner les exportations vers le Royaume-Uni. Or, elles sont à l'origine du plus important excédent commercial français (12,2 milliards d'euros en 2015). De quoi donner du grain à moudre à ceux qui, comme F. Hollande et M. Renzi, voudraient arriver à obtenir de Berlin que l'Allemagne stimule nettement sa demande intérieure et accepte que la zone euro emprunte massivement sur les marchés financiers pour des programmes d'investissements, bien au-delà du plan Junker, visant à faire partager une relance des profits.

Mais Berlin n'entend pas céder à ces sirènes fédéralistes, au demeurant contradictoires et illusoire. Merkel pourrait chercher d'autant plus à conformer la zone euro aux exigences des grands groupes allemands qu'elle entend résister au défi de la sortie du Royaume-Uni avec lequel les relations commerciales allemandes sont plus importantes que celles entretenues par la France.

Cependant, les États-Unis, pour pouvoir écouler leur surproduction, ont besoin d'une reprise beaucoup plus vigoureuse de la demande en Europe, alors que les pays émergents freinent.

Certes, les marges de manœuvre de Th. May pour jouer une partie aussi agressive, où le Royaume-Uni lui-même a beaucoup à perdre, ne sont pas considérables, le déficit public de son pays étant de l'ordre de 3 % du PIB et sa balance commerciale très négative.

### Se refonder ou périr

Mais l'Union européenne peut-elle prendre le risque de laisser se constituer à sa frontière un gigantesque paradis fiscal prêt, notamment, à recueillir les quelque 1 800 milliards d'euros de fortunes étrangères sous gestion en Suisse, quand ce pays abandonnera le secret bancaire en 2017 ?

Peut-elle laisser l'électron « libéré » britannique peser indépendamment, en écho à Washington ou même Pékin, sur les normes réglementaires mondiales et sur le contenu de futurs traités de libre-échange contre elle-même ? Peut-elle laisser le Royaume-Uni s'engager dans une politique d'aides publiques directes, interdite dans l'Union, aux groupes industriels-financiers de l'automobile, de la chimie-phar-

macie, de l'aéronautique ou de l'agro-alimentaire qui, bénéficiant de la dépréciation de la Livre sterling et de nouvelles déréglementations sociales, pourraient jouer un rôle d'aimant des capitaux et de tête de pont offensif au détriment du continent ? La zone euro peut-elle prendre le risque d'un affrontement sur le change avec le pays qui, historiquement, a été le centre mondial de l'euro-dollar ?

Par ailleurs, rien ne dit que la finance mondiale va brutalement lâcher la City de Londres qui, selon le directeur général de Barclays, demeurera le plus grand centre financier européen<sup>8</sup>. Elle abrite aujourd'hui 600 « hedge funds » (fonds spéculatifs) gérant 470 milliards d'euros, soit 3,5 fois plus que le reste de toute l'Europe<sup>9</sup>. Et Goldman Sachs, J.-P. Morgan, Morgan Stanley, Bank of America et Merrill Lynch, c'est-à-dire les fleurons de la « haute banque » américaine (les « banksters »), se sont officiellement engagés à soutenir la place de Londres<sup>10</sup>. S'ouvre donc une période chahutée, grosse de risques, mais aussi très ambivalente.

Le défi lancé à la zone euro par des fractions capitalistes britanniques, soufflant sur les braises du nationalisme et de la xénophobie, est certes porté par le refus de se laisser dominer dans une « Europe allemande » dans laquelle se vautrent les dirigeants français, au service d'une bourgeoisie devenue largement compradore, en assurant que « ça va mieux ». Il exprime, inséparablement, le choix d'une intensification de la guerre économique derrière le grand capital financier américain contre les peuples du monde entier et la volonté d'y enrôler les populations en jouant sur le nationalisme, le populisme, la xénophobie et le racisme, le sécuritaire. Et il est vrai qu'il peut susciter un effet domino dangereux.

Mais c'est aussi l'expression du formidable échec de la construction européenne actuelle. Il exacerbe le besoin d'une construction solidaire de co-développement et de protection de la planète, d'une puissance pacifique qui, en se rapprochant des peuples des pays émergents et en développement, au lieu de rester enfermée dans l'OTAN, cherche à bouleverser le cours de la mondialisation en frayant les voies d'une nouvelle civilisation qui soit enfin celle de toute l'humanité.

Le Brexit peut être ainsi une opportunité pour engager, à l'appui des luttes sociales et des exigences humanitaires, une refondation de la construction européenne en commençant par l'utilisation de l'argent afin de promouvoir un nouveau modèle social et écologique, de nouvelles républiques (voir l'article précédent).

C'est un enjeu crucial pour les luttes immédiates comme pour les élections à venir. Car si Merkel, Hollande et Renzi ont décidé de préparer à trois un sommet des 27 sur l'avenir de l'Europe à Bratislava le 16 septembre, à la demande du troisième pour qui « le Brexit est une défaite politique de l'Europe », c'est surtout pour parler sécurité et défense. La BCE, l'euro, les politiques d'austérité... de tout cela Merkel ne veut pas parler et Hollande embraie, gardant le secret et illusoire espoir mitterrandien de finir par obtenir un partage des pouvoirs et des dominations sur la monnaie en même temps que sur « la bombe ». ■■■

8. *Les Échos*, 18/07/2016.

9. *Idem*.

10. *Les Échos*, 8 et 9/07/2016.